

L'Otan et Macron : divergences sur la désignation de l'ennemi



Alors que l'Otan célèbre à Londres son 70^e anniversaire, le Président Emmanuel Macron veut que la plus vieille alliance militaire du monde s'interroge sur sa stratégie. AFP/Bertrand Guay

La formule-choc de Macron et ses répercussions

Les reproches de Macron sur la « mort cérébrale », de l'Alliance, plus proches des formules du Quartier Latin que des protocoles du Quai d'Orsay, ont été sans répit. « Vous n'avez eu aucune coordination concernant la décision stratégique des USA de retrait de leurs troupes de Syrie, avec leurs partenaires de l'Otan! ».

L'allusion aux deux accusés, Erdogan et Trump, tenus coupables

des mêmes crimes, complicité en agression contre la Syrie et abandon sans scrupules des Kurdes, implique, pour le Président français, une reformulation des initiatives européennes, en termes d'indépendance politique et d'autonomie stratégique.

Les réactions russes sur le site « Vzliad »(Regard)

L'expression du Président français a suscité une première réaction russe à l'interview de « l'Economist », du 7 novembre, selon laquelle Macron prendrait ses désirs pour des réalités et l'a invité à devenir le « Trump européen », puisqu'il lui soustrait la fonction de maître du jeu, celle de diviser l'Europe et d'affaiblir l'Otan.

Par ailleurs, dans le domaine des critiques, F. Heisbourg, ancien conseiller du Président Mitterrand lui rappelle, dans le N° 168 de la revue « Commentaire », que faire le choix de la Russie, c'est prendre un pari risqué et cela pour deux raisons :

– la première, arracher la Russie à son étreinte avec la Chine, cela signifie redonner toute sa place à la Russie comme puissance européenne et oublier que le partenariat sino-russe a été une option délibérée et ancienne entre les deux pays, partageant une même conception du pouvoir et une approche réaliste de la politique inter-étatique.

– la deuxième, consistant à anticiper le retour de la Russie au sein d'un G8 reconstitué, cela signifie d'accorder une prime à l'achèvement de la démocratie, qui fut l'espoir occidental de l'admission de la Russie d'Eltsine dans le G7, contredit par les événements d'Ukraine de 2014.

Cependant l'encouragement à sortir la France de l'Otan n'est pas nouveau. Ces tous derniers temps, il vient du site russe « Vzliad » (Regard), qui s'interroge sur le désaccord de Londres, Berlin, Bruxelles et Washington.

La critique de Macron lui permettrait-elle de s'assurer un

leadership en Europe et une augmentation du poids de la France, en évinçant l'Allemagne et les États-Unis ?

À ces conditions seulement, Macron gagnerait en influence et en indépendance décisionnelle, contribuant à la mise en place d'une nouvelle géopolitique européenne.

L'armée européenne, entre provocation et défi

In fine, pour être crédible et pour parvenir à ses fins, Macron aurait besoin :

– de mettre en chantier le vieux projet français d'une armée européenne, soutenu aujourd'hui par Mme Merkel, (sur la voie de sortie de l'échiquier politique), et favorisé en cela par le Brexit, par le statut de puissance nucléaire de la France, par une armée de métier réputée et par son siège au Conseil de sécurité des Nations unies

– de prendre exemple du général de Gaulle, qui sortit son pays du Commandement militaire intégré en maintenant politiquement la France dans l'Alliance atlantique.

Sous le choc de la formule de Macron, provoquant une déchirure de la confiance entre États-membres, que restera-t-il de l'Alliance atlantique et de sa recherche d'unité, si elle est privée de son concept originel, la défense collective ?

L'alliance n'a-t-elle pas égaré son but de coalition défensive, censée intervenir dans le théâtre du centre Europe, lorsqu'elle a décidé de se projeter « hors zone » ?

Divergences de fond sur la désignation de l'ennemi

La posture de « défi » assumée par Macron, au courant de sa longue conversation stratégique avec Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Alliance, du jeudi 28 novembre, a mis sur le tapis deux points-clés : la désignation de l'ennemi commun, qui est pour lui le terrorisme et non la Russie, et la stratégie de théâtre concernant l'engagement d'autres pays

membres au Sahel et au Levant.

Ces derniers montrent de la résistance, car ils ne savent pas quoi défendre et sont divisés sur le « sens » politique et militaire de ce combat.

Sur le fond, Macron est en opposition avec la stratégie des États-Unis et la tendance générale du système.

La stratégie des États-Unis et les tendances générales du système

Quant à la stratégie des États-Unis, elle a été formulée avec clarté par le secrétaire à la Défense de l'Administration Trump, l'ancien général des Marines James Mattis, en février 2018, à l'université John Hopkins.

Il s'agit d'une nouvelle stratégie de défense nationale, d'où l'on déduit qu'un changement historique est intervenu depuis deux décennies dans la politique extérieure américaine.

Le principal objectif des États-Unis est désormais la concurrence entre les grandes puissances et non le terrorisme. « La Chine est un concurrent stratégique, qui utilise une politique économique prédatrice pour intimider ses voisins, tout en militarisant des zones de la mer de Chine méridionale ».

« La Russie a violé les frontières des pays voisins et exerce un droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et sécuritaires de ses voisins ».

Par ailleurs, « la Chine recherche » l'hégémonie dans la région indo-pacifique à court terme et le remplacement des États-Unis, pour atteindre la prééminence mondiale dans l'avenir ».

« La Russie, pour sa part, tente de briser l'Organisation de l'Atlantique nord (Otan) et de changer les structures économiques et sécuritaires européennes et du Moyen-Orient »

Ainsi, pour les États-Unis, une conclusion est certaine : « la menace croissante des puissances révisionnistes aussi différentes que la Chine et la Russie... cherche à créer un monde cohérent avec leurs modèles autoritaires ».

Trois régions clés sont indiquées comme objets d'une préparation au conflit : l'Indo-Pacifique, l'Europe et le Moyen-Orient.

Ainsi, face aux appréhensions des pays de l'Est, le ministre des Affaires Étrangères français, Jean- Yves Le Drian, a voulu calmer le jeu suscité par Macron pour son ouverture vis-à-vis de la Russie et, dans un discours prononcé à Prague le 6 Décembre sur l'héritage de 1989, il a fait appel à la réconciliation entre les deux familles de l'Est et de l'Ouest, au nom de l'unité du continent.

« Les différences, a-t-il dit, ne doivent pas effacer notre communauté de destin et la notion de souveraineté européenne, intimement liée à celle d'une Europe forte et à une compréhension des diverses mémoires nationales ».

De façon générale, Macron semble avoir repris les arguments critiques contre les alliances, dépourvues d'une unité et d'une coordination entre états-majors des puissances décisives, qui furent développés en 1924 dans le livre d'un semi-inconnu, le capitaine Charles de Gaulle, au titre « La discorde chez l'ennemi ».

Les arguments du capitaine de Gaulle dans son essai de 1924 « La discorde chez l'ennemi »

Les arguments étalés par le capitaine de Gaulle, se référaient à l'absence d'unité des coalitions militaires, hier chez les ennemis et aujourd'hui chez les alliés, car cette absence est tenue pour une source de défaites.

Dans son essai d'histoire immédiate, de Gaulle examina les causes profondes et directes de l'effondrement du Reich

Wilhelmin, les dissensions au sommet de l'alliance militaire des Empires centraux, l'Empire allemand et l'Empire austro-hongrois, les erreurs diplomatiques et stratégiques et les causalités multiples et personnelles, imputables à l'absence de coordination politique et militaire.

Celle-ci a provoqué hier et peut provoquer aujourd'hui un désaccord sur les priorités, sur les campagnes et sur les théâtres d'engagement des forces.

En dernier, de Gaulle traita de l'erreur fatale pour le haut commandement militaire, que de combattre la guerre d'hier, autrefois victorieuse.

La désobéissance à Moltke et l'adoption du plan Schlieffen, concernant la guerre victorieuse d'août 1870 à Sedan, de la part du général von Kluck sur le front de la Marne, en juillet-août 1914, a provoqué la catastrophe allemande devant les Français.

Le parallélisme entre les déviations d'hier du général von Kluck et celles d'aujourd'hui du président Erdogan est-il inapproprié ou carrément erroné ?

Les dissensions au sein de l'Alliance sur le calcul des bénéfices

Dans ce cas, ça serait le principe de l'alliance et, par conséquent les rapports avec les États-Unis, les tensions franco-allemandes permanentes, l'opposition des pays baltes et les projets concurrents, bref, la discorde chez les alliés qui serait en cause, sans réversion possible.

Considérant cette situation de crise d'autorité, aucune personnalité ne pourrait se situer à la tête du triangle Washington-Paris et Berlin et la stratégie générale ne pourrait prendre en compte le Sahel ou le Levant, au lieu des pays Baltes ou du front oriental (Nord, Nord-Est de l'Europe).

La division et le déchirement au sein de l'Alliance sont donc politiques, stratégiques, de conception du monde et de vision du système international et opposent les membres de l'alliance atlantique les uns aux autres.

Les bénéfices de l'Alliance sont différemment ressentis, puisque Donald Trump nourrit la conviction que « l'Otan a bénéficié plus à l'Europe qu'aux États-Unis » et l'Otan elle-même considère que le gain de profondeur stratégique vis-à-vis de la Russie, par le recul de ses forces de 1 600 kilomètres, demeure la preuve du succès de la coalition sur la menace de la guerre froide, puisqu'il a fait gagner la confrontation globale, selon la théorie de Sun Tzu.

Cependant, pour Poutine : « la guerre froide ne s'est jamais arrêtée », et la Russie est « entourée d'ennemis, l'Otan, l'Occident et autres et tout le reste du monde est une table d'échec ».

Logé dans cette perception du système international, le but de Poutine serait de revenir à un cadre géopolitique, où la Russie, restaurée dans sa puissance, reprendrait le contrôle du « monde russe » (l'ensemble constitué par la Fédération russe, la Biélorussie, l'est de l'Ukraine, la Transnistrie, le Kazakhstan du nord et, peut-être les pays baltes).

Ce contrôle s'exercerait par le retour de la logique des zones d'influence sur le modèle d'un Yalta du XXI^e siècle, auquel voudrait le soustraire Macron, resituant l'intérêt vital de la Russie en Europe et pas en Chine.

Pour Macron, dans un monde qui n'est plus bipolaire, l'Otan est ressentie comme un obstacle à la liberté d'action de ses États-membres et son élargissement à l'Est lui fait perdre son caractère défensif en augmentant au même temps son hétérogénéité géopolitique et stratégique.

Or l'extension de la finalité initiale de l'alliance, devenue

globale, mais restée toujours sous le leadership d'une puissance extérieure, prouve que le centre de gravité des menaces à l'hégémonie du monde et la véritable alternative systémique se trouvent en Asie, où le théâtre central de jadis se dissout en une multiplicité de théâtres régionaux, ainsi que de risques inconnus.

Dans ce bouleversement de perspectives, les pays européens en sont encore davantage diminués et vassalisés et leur recherche de liberté d'action apparaît difficile, à cause du désarmement spirituel de leurs élites et de leurs cultures.

L'indispensable dialogue stratégique entre l'Europe et la Russie

Quant à l'Europe de l'Ouest, la globalisation des enjeux de sécurité impose une analyse des tendances générales du système multipolaire et suggère l'établissement d'un dialogue stratégique entre l'Europe et la Russie.

Le fondement de ce dialogue repose sur l'exigence d'allègement des tensions et des défis, portés à la stabilité régionale et mondiale.

Irnerio Seminatore

Bruxelles le 17 Décembre 2019